

**Royaume-Uni - Union européenne -
Lutte contre le terrorisme - Brexit -
Déclaration de M. Emmanuel
Macron, président de la
République, lors du point de presse
conjoint avec Mme Theresa May,
Premier ministre du Royaume-Uni**
(Paris, 13 juin 2017)

Bonsoir Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'accueillir Theresa May pour un dîner de travail que nous avons eu avec nos équipes et nos ministres de l'intérieur, quelques jours simplement après les élections britanniques, et je suis très reconnaissant à Madame May d'avoir si vite répondu à l'invitation pour ce dîner et le match de football entre nos deux équipes dans quelques instants.

Votre venue incarne parfaitement le lien qui unit nos deux pays, la solidarité et l'efficacité, l'amitié et le travail en commun, la mémoire et la projection vers l'avenir. Je le dis quelques jours après les attentats qui ont touché successivement Manchester et Londres. Nous avons eu l'occasion de nous parler, à chaque fois, dans les heures qui ont suivi.

Mais je veux redire ici combien nous avons été avec vous touchés, blessés. Parce que ce sont à chaque fois des attaques contre la jeunesse et la démocratie libre qui ont été perpétrées. Parce qu'aussi nous avons perdu plusieurs vies et nous avons eu plusieurs victimes qui sont le témoignage de ce lien très fort qui nous unit. Ce sont des centaines de milliers de Britanniques vivant en France, de Français vivant au Royaume-Uni.

Alors, ce soir, c'est bien de notre avenir et de nos défis communs que nous avons parlé et d'abord de notre coopération antiterroriste. La coopération qui nous lie est aujourd'hui exemplaire en termes d'échanges de renseignements, de coopération entre nos services ; ce qui s'en est suivi après ces deux attaques l'a parfaitement montré.

Je veux ici rendre un hommage appuyé à nos forces de sécurité et à nos services de renseignement qui travaillent ensemble quotidiennement pour assurer notre sécurité. Nous leur devons beaucoup.

Mais nous avons décidé ensemble d'aller plus loin ce soir en travaillant, depuis plusieurs jours, sur un plan d'action très concret, que nos équipes ont préparé et qui, ce soir, est rendu public. Ce plan d'action sera mis en oeuvre par nos services.

Il vise d'abord à renforcer les engagements et les obligations des opérateurs en ligne, afin de supprimer les contenus qui promeuvent, dans tout type de media, la haine et le terrorisme. Il y a aujourd'hui des engagements qui ont été pris, ils ne sont pas suffisants.

Theresa May rappelait très justement, il y a quelques semaines, à Taormina, que ce sont durant les deux premières heures que près de 50% des potentiels terroristes, en tout cas des esprits qui peuvent être manipulés, sont touchés par cette propagande, quand aujourd'hui les engagements pris sont mis en oeuvre seulement dans les 48 heures.

Ensuite, améliorer les moyens d'accès aux contenus cryptés, dans des conditions qui préservent la confidentialité des correspondances, afin que ces messageries ne puissent pas être l'outil des terroristes ou des criminels.

Enfin, accentuer la coopération internationale, avec les États-Unis notamment, pour améliorer l'accès aux preuves numériques dans les enquêtes qui sont menées par nos services de police et de justice, où que soient localisées ces données.

Ces éléments extrêmement concrets sont essentiels pour prévenir au maximum certains actes terroristes, en tout cas la propagande terroriste et pour poursuivre celles et ceux qui sont impliqués dans ces attentats ou ces tentatives d'attentat.

Notre souhait est évidemment, au-delà de cet engagement commun, de mobiliser l'ensemble des pays du G7 - nos ministres de l'intérieur auront dans les prochaines semaines une réunion à cet effet - de pouvoir aller encore plus loin avec les États-Unis d'Amérique en particulier qui se sont exprimés avec beaucoup de force - le président Trump l'a rappelé à Taormina sur ce sujet - et de pouvoir agir ensemble.

Évidemment, cette initiative est ouverte à tous nos partenaires de l'Union européenne, je pense en particulier à l'Allemagne, qui a constamment montré sa volonté d'oeuvrer de manière extrêmement rapprochée avec nous sur ces sujets.

C'est dans ce cadre que le plan d'action a vocation à être poursuivi. Mais dès maintenant, il doit donner lieu à des actions et des engagements concrets, des réalisations rapides.

Ce défi de la lutte contre le terrorisme est majeur. Mais il ne doit pas écarter les autres défis qui sont les nôtres. Aussi avons-nous échangé sur nos coopérations en matière d'économie, en matière migratoire comme en matière de défense, agenda sur lequel nous continuerons de travailler ensemble activement, avec, d'ici la fin de l'année, un nouveau sommet en matière de défense qui se tiendra au Royaume-Uni.

Enfin, la négociation sur le Brexit continue - je laisserai Theresa May en parler - mais avec, pour ma part, une méthode claire. Je souhaite que la négociation sur la sortie de l'Union, puis sur les relations futures avec le Royaume-Uni démarre le plus rapidement possible et soit menée de manière coordonnée par la Commission européenne.

Voilà ce que je pouvais vous dire. Au-delà de tous ces sujets, nous avons évidemment, enfin, rappelé notre volonté de mener ensemble des combats d'avenir : la révolution numérique, la défense de nos valeurs, en particulier la liberté dans le monde et enfin la lutte contre le changement climatique, où constamment nos deux pays se sont trouvés côte-à-côte.

Je remercie donc à nouveau Theresa May d'être là, si vite, après les élections dans son pays. Je me réjouis de ces différents sujets sur lesquels nous avons beaucoup à faire ensemble. Dans quelques instants, nos équipes joueront ensemble, dans un sport malheureusement où il faut quand même que quelqu'un gagne. Donc, peut-être aurons-nous à ce moment-là quelques légers désaccords. Mais nous n'en montrerons rien. Car, ils sont très mineurs par rapport à tout le reste./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)